

# Restructuration de l'école de Asques

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

202504221407

Date limite de remise des plis

**01/ 09 / 2025 à 18 heures**

Procédure de passation

**Procédure adaptée ouverte**

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### La commune de ASQUES

Commande Publique

Représentant : Madame Le Maire, Murielle DARCOS

Adresse :

95 RUE DE L'ECOLE

33240 ASQUES

Téléphone : 05.57.58.15.72

Courriel : asquesmairie@orange.fr









## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Restructuration de l'école de Asques**

*Travaux de restructuration de l'école et de sa cour de récréation, 33240 ASQUES.*

Code CPV	Libellé CPV
45214200-2	Travaux de construction de bâtiments scolaires
45454000-4	Travaux de restructuration

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Restructuration de l'école de Asques
 Acheteur	La commune de ASQUES
 Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
 Structure	10 lots
 Lieu d'exécution	95 rue des écoles - 33240 ASQUES
 Délai	10 mois
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix forfaitaires

## ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 10 lots :









Type	Objet
Lot	Lot n°01 - COUR OASIS - VRD
Lot	Lot n°02 - GROS OEUVRE
Lot	Lot n°03 - CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE
Lot	Lot n°04 - MENUISERIES EXTERIEURES
Lot	Lot n°05 - PLATRERIE
Lot	Lot n°06 - REVETEMENT DE SOL / FAIENCE
Lot	Lot n°07 - PEINTURE
Lot	Lot n°08 - CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE
Lot	Lot n°09 - ELECTRICITE
Lot	Lot n°10 - CUISINE

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

### ■ Planning prévisionnel de la consultation\* :

	Publication de la consultation	Début juillet 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	01/09/2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Septembre 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Septembre 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Septembre 2025
	Information des candidats non retenus	Septembre 2025
	Signature et notification du contrat	Septembre 2025
	Démarrage des prestations	Octobre 2025

*\*Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.demat-ampa.fr>.

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC
- CCAP et ses annexes éventuelles
- CCTP et leurs annexes éventuelles
- RICT
- PGCSPS
- Arrêté Permis de construire
- Etude géotechnique G2
- Acte d'engagement pour chaque lot
- CDPGF pour chaque lot
- Dossiers graphiques
- Plans de phasage
- Notices architecturales et paysagères

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

### ■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

**Les candidats peuvent effectuer une visite du site de manière facultative et dans les conditions suivantes :**

- Personnes à contacter :

Jusqu'au 25 juillet 2025 : Carole BABIAN, secrétaire générale de la mairie au 05 57 58 15 72 ou par mail ; [asquesmairie@orange.fr](mailto:asquesmairie@orange.fr)

Du 28 juillet au 18 août inclus : M. HENRY, adjoint, au 06 78 02 11 72 ou  
M. DESAGNAT, adjoint, au 06 76 03 48 68

Puis à partir du 19 août, de nouveau le secrétariat de la mairie au 05 57 58 15 72 ou par mail ;  
[asquesmairie@orange.fr](mailto:asquesmairie@orange.fr)

- Dates et horaires : Le candidat devra contacter la mairie au moins 48h à l'avance afin de fixer la date et l'heure de la visite.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.demat-ampa.fr>.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :**

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Des **variantes de type prestations supplémentaires éventuelles (PSE)** sont **exigées** par l'acheteur dans les conditions suivantes :

PSE	Descriptif
<b>Lot 4 - PSE1</b> : Fourniture et pose de stores textile dans la cuisine	Cette variante doit respecter les exigences minimales suivantes : Fourniture et pose d'un store enrouleur dans un coffret encastré derrière le bardage. Le store sera équipé d'une toile pour résister aux UV. Le modèle devra être équipé de rails de guidages latéraux de façon à maintenir le store lors de ses différents mouvements. Dimension : 1,20m x 1,20 m

Des **variantes de type solution alternative** sont **exigées** par l'acheteur dans les conditions suivantes :

Solution alternative	Descriptif
<b>Lot 5</b> - Variante 1 : Doublage en plaque de plâtre dans la cuisine en remplacement du doublage en béton de chanvre	Cette variante doit respecter les exigences minimales suivantes :  Fourniture et pose de cloisons de distribution en plaques de plâtre sur ossature métallique (système optima ou équivalent pour l'étanchéité à l'air) compatible avec isolant biosourcé en biofib trio ou équivalent 100 mm, dans la cuisine.
<b>Lot 6</b> - Variante 2 : Sol souple en remplacement du béton quartzé poli dans le réfectoire.	Cette variante doit respecter les exigences minimales suivantes :  Un sol de type linoléum ou équivalent réalisé à base de lin et matière biosourcés devra être posé dans le réfectoire. La gamme du linoléum devra être adapté au restaurant scolaire avec une dureté et un taux d'usure adapté. Des plinthes prépeintes seront posées dans le réfectoire.

Les candidats doivent obligatoirement les étudier et les chiffrer dans les CDPGF correspondants.  
Les candidats doivent détailler la spécification et les répercussions financières de chaque variante présentée.

L'acheteur devra évaluer et classer les offres de base et les offres variantes selon les mêmes critères et en même temps.

Toute offre remise ne comportant pas la variante sera jugée irrégulière et rejetée.

#### ■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
<b>Capacité économique et financière</b>	
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement</i>
Mémoire technique	<p><i>Mémoire technique dans lequel le candidat détaillera sa proposition dans le cadre de ce chantier, notamment au regard des critères d'analyse des offres cités à l'article 4.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Références et Moyens humains affectés la réalisation des travaux dédiés à notre marché. Points attendus : références chantiers, organisation générale, référent pour le chantier, équipe envisagée pour le chantier, capacité à ajuster les effectifs selon avancement....</i></li> <li>- <i>Organisation et méthodologie pour la réalisation des travaux en site occupé et du respect du planning. Points attendus : identification de 3 enjeux/points de vigilance spécifique au chantier et solution pour y répondre....</i></li> <li>- <i>Fiches techniques des principales fournitures et matériaux...</i></li> <li>- <i>Performances en matière de protection de l'environnement jugées : mesures prises pour la tenue de chantier, la gestion des nuisances, l'élimination et le traitement des déchets....</i></li> <li>- <i>Etc ...</i></li> </ul>
DPGF	<i>Décomposition du prix global et forfaitaire</i>

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.demat-ampa.fr>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

L'adresse postale de l'acheteur

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>  
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

---

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
<b>1. Valeur technique (60 %)</b>	<p>Analyse de la valeur technique sur la base de la qualité du mémoire technique présentant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pertinence des références présentées au regard de la nature de l'opération (15%),</li> <li>- Compétences, qualifications, moyens organisationnels et humains mobilisés pour cette opération en encadrement, études d'exé et travaux (15%),</li> <li>- Méthodologie prévue en études d'exé et travaux pour le respect du calendrier, présentant les possibilités d'optimisation possibles des délais de votre lot (15%),</li> <li>- Dispositions prises en matière de limitation des nuisances pour les utilisateurs et l'environnement (15%).</li> </ul>
<b>2. Prix (40 %)</b>	Prix

*Modalités de calcul des notes :*

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : elle est obtenue par addition des notes des critères.

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation ou négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit. Les négociations se dérouleront en autant de tours que nécessaire.



Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

#### ■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Assurances	Attestations d'assurance à fournir dans les conditions définies article 7 au contrat
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.demat-ampa.fr>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 Rue Tastet  
33063 Bordeaux  
Téléphone : 05.56.99.38.00  
Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)  
Télécopie : 05.56.24.39.03

**Informations de l'attributaire** : Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)